



## **PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 04 JUILLET 2022**

Le 04 juillet 2022 à 18h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 27 juin 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur CALLAIS, Maire.

### **Etaient présents :**

Patrick CALLAIS, Cécile GALHAUT, William GUILLARD, Marie LE COUSIN, François CRAMILLY, Marie-Claude BEAUFILS, Jean Pierre MOURIER, Céline DURVICQ, Daniel ROUSSEL, Elisabeth BIDEAUX, Béatrice TASSERY, Christian LETEURTRE, Rachel FOUCART, Jean-Marie GILLE, Sandrine LECLERC, Paul BONMARTEL, Karine CHERON, Monique COURSELLE, Vincent SGARLATA, Patricia LEFEBVRE, Jonathan NOEL

### **Absent(s) excusé(s) ayant remis un pouvoir :**

Réjan SAUPIN à Daniel ROUSSEL, Sophie LOQUIN à Rachel FOUCART, François LANGLOIS à Patrick CALLAIS, Josiane POINFOUX à Marie LE COUSIN, Juan Carlos VEGAS à Monique COURSELLE,

### **Absent(s) :**

Charles LENOIR

formant la majorité des membres en exercice.

Monsieur Christian LETEURTRE est nommé secrétaire de séance.

---

## **INFORMATIONS ET COMPTE RENDU DE DELEGATION**

### **MARCHES PUBLICS :**

#### **Consultation :**

- Consultation n°22.03 relative à la conception et la réalisation d'un spectacle pyrotechnique
  - FP ARTIFICES
  - 9.500 euros toutes taxes comprises

- Consultation n°22.05 relative à des prestations de restauration sur place dans le cadre des Estivales Saint-Jean
  - LE JEAN BART
  - 11.786 euros toutes taxes comprises

### **ARRÊTÉS :**

2022/159 du 31.05.2022 : Arrêté portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion des Estivales Saint-Jean 2022

2022/172 du 10.06.2022 : Arrêté portant nomination du coordonnateur communal du recensement de la population et d'un agent municipal chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement

2022/176 du 14.06.2022 : Arrêté portant ouverture d'un débit de boissons temporaire du 13 au 14 juillet 2022 à l'occasion des festivités du 14 juillet

---

### **PROCES VERBAL DU 04 JUILLET 2022**

Aucune remarque n'est formulée.

---

### **ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1ER JANVIER 2023 - CM/22/093**

Monsieur MOURIER lit le projet de délibération.

Monsieur MOURIER précise que le passage à la nouvelle nomenclature comptable M57 se fera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la ville anticipe l'obligation qui s'impose. Cela permettra en 2024 d'avoir un retour d'expérience d'un an et s'il y a des difficultés, d'être conseillé plus facilement car il y aura moins de demandes à cette époque-là. La M57 se rapproche de ce qui existe dans le secteur privé, il n'y aura plus qu'un seul compte d'exploitation à présenter. Il y aura des améliorations en matière de gestion pluriannuelle des crédits, cela permettra de gérer des crédits de fonctionnement sur plusieurs années et d'envisager de les engager pour 2, 3 ou 4 ans. Cela sera intéressant sur les événements récurrents (13 et 14 juillet, les Estivales) de programmer les budgets à venir, de mieux les connaître, de les suivre et de négocier plus facilement avec les fournisseurs.

Un règlement budgétaire et financier sera adopté pour la durée du mandat. Il y aura également un vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget et une présentation du bilan pour la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif.

La ville adapte les frais de fonctionnement au plan pluriannuel d'investissements.

En matière de fongibilité des crédits : l'organe délibérant pourra déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux frais de personnel).

En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : l'organe délibérant votera les autorisations de programme et les autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections. Ce n'est plus un montant global par rapport aux dépenses imprévues.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la Ville : son budget principal et ses deux budgets annexes (Hydre en Scène et la ZAC de la Hauteville).

Monsieur CALLAIS explique que la commune anticipe la mise en œuvre de cette comptabilité au 1<sup>er</sup> janvier 2023 afin d'éviter les engorgements qui pourraient se produire en 2024. Madame RUFFE avait présenté la démarche fin novembre 2020.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

### **DÉLIBÉRATION AUTORISANT MONSIEUR LE MAIRE À SIGNER LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - CM/22/094**

Monsieur MOURIER lit le projet de délibération.

Monsieur MOURIER précise que les commandes ou demandes de téléphone sont gérées à la demande. Il est nécessaire de les mutualiser et de passer un marché. Il y aura beaucoup moins de factures à l'année et une modernisation du système.

Monsieur CALLAIS précise qu'il s'agit dans un 1<sup>er</sup> temps de la création du groupement de commandes et reviendra d'ici la fin de l'année avec les éléments via une autre délibération pour que le marché débute en 2023.

Monsieur SGARLATA souhaite connaître le contenu du marché, est-ce de l'achat de matériel...

Monsieur CALLAIS précise qu'il s'agit de la télécommunication : les portables, les téléphones fixes, les abonnements divers, et abonnements internet. Le cahier des charges est en préparation. La consultation sera effectuée avant la fin de l'année.

Monsieur WATTIEZ indique que la Ville va rechercher de l'achat de communications de flotte, c'est-à-dire, un nombre de communications réparties sur les téléphones au lieu d'acheter 100 fois un forfait. Un forfait global qui sera moins lourd que les 100 forfaits individuels.

Monsieur CALLAIS ajoute que cela permettra quelques économies d'échelles avec un service qui sera certainement plus efficace.

Aucune autre remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

## **DÉLIBÉRATION AUTORISANT MONSIEUR LE MAIRE À SIGNER UN MARCHÉ PUBLIC RELATIF À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA RÉHABILITATION DE L'ESPACE GUSTAVE FLAUBERT - CM/22/095**

Monsieur MOURIER lit le projet de délibération.

Monsieur MOURIER indique que pour le suivi d'un projet tel que la rénovation de l'école Flaubert, la Ville n'a pas les compétences. Il faut faire appel à des professionnels pour maîtriser l'évolution et le suivi du chantier.

Les missions pour la maîtrise d'œuvre ont été définies comme suit :

- Les études d'esquisse ;
- Les études d'avant-projet sommaire et définitif ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux ;
- Les études d'exécution ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Monsieur MOURIER indique que le montant du marché, estimé à 390 000,00 € HT, concerne toute la préparation nécessaire pour lancer les différentes phases de la rénovation de Flaubert.

Monsieur CALLAIS précise qu'il s'agit d'une prestation complète de maîtrise d'œuvre. Le lauréat du marché suivra le projet y compris sur l'année de parfait achèvement.

Madame COURSELLE souhaite savoir ce qui sera fait dans l'espace à l'étage de ce bâtiment.

Monsieur CALLAIS indique que l'étage sera dédié au coworking, salles de formation et fablab et au rez-de-chaussée tous les services publics.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

## **TARIFICATION 2022/2023 DE LA PAUSE MÉRIDIENTINE, L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE ET L'ACCUEIL DE LOISIRS ROBERT DOISNEAU - CM/22/096**

Monsieur MOURIER lit le projet de délibération.

Monsieur MOURIER précise que la tarification sera appliquée à partir de la rentrée de septembre 2022.

Monsieur SGARLATA souhaite connaître la différence par rapport à l'ancienne tarification.

Monsieur MOURIER précise qu'il s'agit d'une augmentation de 10% des tarifs, sauf sur les repas des deux premiers coefficients où il n'y a pas d'augmentation car ce sont des repas inférieurs à 1€. Il rappelle qu'une convention d'aide a été signée il y a deux ans et la ville

perçoit 3€ par repas servi inférieur ou égal à 1€. Il tient à souligner que les tarifs n'ont pas été augmentés depuis 3 ans.

Par rapport aux événements actuels, la montée des prix et la difficulté d'approvisionnement, la ville ne pourra pas continuer à ne pas répercuter en partie les augmentations liées à ces événements.

Monsieur CALLAIS précise que la municipalité a tenu tous ses engagements y compris sur la maîtrise des tarifs municipaux. Malheureusement, il y a une forme d'obligation à réactualiser les tarifs car il n'y a pas plus de recettes. Pour que le budget de la collectivité soit viable, la commune sera amenée au fil du temps à adapter un certain nombre de choses dans les pratiques et les facturations, avec toujours le même objectif de ne pas toucher aux impôts. L'impact sera certainement lié à la loi de finances.

Aucune autre remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

#### **TARIFS DU CENTRE SOCIAL 2022 - CREATION DES TARIFS SEJOURS ACCESSOIRES ACCUEIL DE JEUNES 14/17 ANS ETE 2022 - CM/22/097**

Monsieur MOURIER lit le projet de délibération.

Monsieur MOURIER indique que les tarifs « traiton » sont basés sur les coefficients qui sont appliqués pour la tarification pour la pause méridienne.

Monsieur CALLAIS précise que deux séjours auront lieu cet été, les tarifs sont très attractifs. Une redynamisation de l'accueil de jeunes est constatée avec de bonnes relations avec eux.

Madame LE COUSIN souligne que ces séjours ont été travaillés avec les jeunes et ils seront douze à partir en séjour.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

#### **APPROBATION DU RENOUVELLEMENT PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE-PLAN MERCREDI 2022/2025 - CM/22/098**

Madame LE COUSIN lit le projet de délibération.

Madame LE COUSIN rappelle l'étape d'évaluations qui a été faite en CCVS le 4 février dernier, suivi de groupes de travail qui ont eu lieu en avril avec l'ensemble des partenaires. La présentation du plan d'actions a été faite le 31 mai 2022 au comité de pilotage.

Les grandes orientations, qui ont été travaillées, sont les suivantes :

- RENFORCER LA COMPLEMENTARITE DES ACTEURS EDUCATIFS LOCAUX
  - Renforcer la collaboration collectivité/Education nationale
  - Développer le partenariat associatif local

- Favoriser l'inclusion des enfants porteurs de handicap au sein des différentes structures scolaires et de loisirs

**-LA PLACE DES PARENTS**

- Réinstaurer une relation de qualité avec les parents
- Créer des espaces dédiés aux parents dans les écoles

**-LA PLACE DES 12-15 ANS**

- Renforcer le maillage collectivité/collège
- Etablir une passerelle identifiable et règlementairement viable entre l'accueil de loisirs et un accueil adolescent.

A ces orientations, s'ajoute le respect de charte qualité du plan mercredi.

Monsieur CALLAIS remercie toutes les personnes qui ont contribué au groupe de travail avec les différents acteurs. Le PEDT a été validé unanimement lors de sa présentation au comité de pilotage.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

**DISPOSITIF D'AIDE AUX DEVOIRS DANS LES ECOLES PRIMAIRES DE LA VILLE - ANNEE SCOLAIRE 2022/2023 - CM/22/099**

Madame LE COUSIN lit le projet de délibération.

Madame LE COUSIN indique qu'il s'agit du renouvellement du dispositif qui concerne 28 enfants par séance et 4 enseignants volontaires.

Monsieur CALLAIS précise que ce dispositif est anticipé afin de permettre aux enseignants de faire leur demande de cumul d'activités en s'appuyant sur cette délibération. Ce dispositif d'aide commencera le 19 septembre 2022 jusqu'à mi-juin 2023. D'autre part, la commune a eu un bon retour des enseignants sur la progression des élèves.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

**JOURNEE NATIONALE DES ASSISTANTS MATERNELS DU SAMEDI 19 NOVEMBRE 2022 : DEMANDE DE SUBVENTION A LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALES - CM/22/100**

Madame LE COUSIN lit le projet de délibération.

Madame LE COUSIN précise que chaque relais petite enfance s'engage à hauteur de 200,00 €.

Monsieur CALLAIS estime qu'il est intéressant de pouvoir accueillir cette journée nationale. Deux cent personnes environ assisteront à cette journée. C'est une manière de faire rayonner la ville du Trait.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

**APPROBATION D'UNE CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME ET LA VILLE DU TRAIT RELATIVE A LA DEFINITION DES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES AUX FINS DE L'ORGANISATION DU FONCTIONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA BIBLIOTHEQUE DU TRAIT - CM/22/101**

Madame DURVICQ lit le projet de délibération.

Madame DURVICQ précise que le but de cette convention est de pouvoir bénéficier des services que propose la bibliothèque départementale.

Monsieur CALLAIS indique qu'il s'agit d'un plus pour les usagers.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

**APPROBATION D'UNE CONVENTION CADRE DE MISE A DISPOSITION DES RESSOURCES NUMERIQUES POUR LES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DE LA SEINE-MARITIME - CM/22/102**

Madame DURVICQ lit le projet de délibération.

Madame DURVICQ rappelle que la ville disposait déjà de ressources numériques mais en nombre assez limité. L'objectif est d'accéder à un panel de ressources bien plus important grâce à la médiathèque départementale de Seine-Maritime pour un coût nettement inférieur à ce que la ville payait en étant seule.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR L'AUTORISATION DE TRAVAIL DOMINICAL AU SEIN DE LA SOCIETE FLEXI FRANCE TECHNIP FMC ET DE L'ENTREPRISE SARENS FRANCE - CM/22/103**

Monsieur CALLAIS lit le projet de délibération.

Monsieur CALLAIS précise que la dérogation à la règle du repos dominical porte sur 6 dimanches travaillés sur la période du 04 août au 11 septembre 2022 pour la société Flexi France Technip FMC, et concernerait 96 salariés, dont 87 salariés du secteur production et 9 salariés du secteur qualité.

En ce qui concerne la société SARENS France, sous-traitant de la société Flexi France, la demande porte sur 12 dimanches travaillés durant l'année 2022, et concernerait un maximum de 9 salariés de l'entreprise.

Il est demandé d'émettre un avis favorable afin que l'entreprise puisse répondre au carnet de commandes qui semble bien se remplir.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

### **MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS VILLE - CM/22/104**

Monsieur CALLAIS lit le projet de délibération.

Monsieur CALLAIS indique que la mise à jour du tableau des emplois est rendue nécessaire du fait de plusieurs actualités RH. Le comité technique a émis un avis favorable lors de sa dernière séance.

Concernant les emplois permanents occupés par des agents titulaires :

- création du grade de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe – catégorie B – filière administrative, suite à une évolution de carrière avec de nouvelles missions liées à son niveau de qualification,
- création du grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe – catégorie C – filière administrative, en remplacement d'une mutation.

Concernant les emplois permanents occupés par des contractuels permanents :

- création d'un grade de technicien – catégorie B – filière technique, dans le cadre d'un contrat de projet sur le volontaire territorial en administration avec une aide de l'Etat pour accompagner la ville dans le travail des projets de Flaubert et l'espace Saint Eloi.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

### **TERRITOIRE CLIMAT-AIR-ENERGIE - PLAN D'ACTION DE 2023 A 2026 - CM/22/105**

Monsieur CRAMILLY lit le projet de délibération.

Monsieur CRAMILLY précise que la notation est faite sur 5 étoiles. La 1<sup>ère</sup> étoile est le Cap Cit'ergie pour ensuite aller vers le label Cit'ergie 2 étoiles. L'objectif est de viser la 2<sup>ème</sup> étoile comme cela a été présenté lors du vote des orientations politiques Climat Air Energie le 22 juin 2021. Il est proposé d'adopter le plan d'actions qui découle de ses orientations. Le label CAE est la déclinaison française du label Européen "EUROPEAN ENERGY AWARD" porté par l'ADEME et est basé sur 6 domaines :

- La planification territoriale,
- le patrimoine de la collectivité,
- l'approvisionnement Energie Eau et Assainissement,
- la mobilité,
- l'organisation interne,
- la coopération et la communication.

Ce plan d'actions est défini pour les 4 prochaines années et a été validé par le comité de pilotage le 15 juin 2022. Le comité de pilotage a revu tout le plan d'actions. Le plan d'actions sera suivi par l'ADEME chaque année en fonction des indicateurs définis tels que les émissions de CO<sub>2</sub> de la collectivité, le suivi des consommations énergie du patrimoine, la part de



véhicules électriques ou à faibles émissions, le pourcentage total d'énergie renouvelable, la production d'électricité photovoltaïque, le suivi de consommation eau et le pourcentage usage de l'eau récupérée, la part des voiries apaisées, la part des achats issus du réemploi...

Les principaux objectifs de ce plan d'actions sont :

La diminution des consommations des énergies de -40% au global en 2029 par rapport à 2013, 15 % des consommations d'eau issue d'eau récupérée, renouvellement de la flotte automobile avec 100% de véhicules légers en critère faible rejet de CO<sub>2</sub>, réaménagement de 25 % de passages piétons et création de stationnement 2 roues, accompagner et suivre 10 dossiers de rénovations énergétiques habitats privés sur les 2 premières années, sensibiliser et préserver la biodiversité du territoire, prévenir les risques naturels avec élaboration d'un plan de sauvegarde et la renaturation d'espaces réhabilités...

Afin d'atteindre les 2 étoiles du label Climat-Air-Energie, il faut atteindre 35% du schéma de notation de l'ADEME, et l'état des lieux fait par le conseiller de l'ADEME montre que nous serions à 37%. Un Audit principalement avec les élus aura lieu sur septembre ou octobre pour évaluer notre note et courant novembre, nous saurons si les 2 étoiles nous sont attribuées.

Le plan d'actions énuméré permettra de s'orienter vers l'obtention de la 3ème étoile d'ici 4 ans si cela est le souhait, et pour cela il faudra atteindre 50% du schéma de notation de l'ADEME.

Monsieur CALLAIS remercie l'ensemble des collègues qui ont contribué aux différentes thématiques, il remercie les services qui ont travaillé sur toute la déclinaison opérationnelle à la mise en œuvre du dossier qui sera déposé fin juillet. Il espère un passage en commission nationale vers le mois de novembre avec une réponse sur la labellisation début 2023. Cette délibération est très importante et vient en complément de tout ce qui a été délibéré depuis 2018 et la COP 21. En 2019, la commune s'était engagée dans cette démarche. Trois ans plus tard, la commune postule pour être labellisée et fera partie des 150 communes françaises labellisées 2 étoiles sur 36 000 communes. Il rappelle que derrière toutes ces actions, il y a des enjeux climatiques et des objectifs règlementaires.

Monsieur CRAMILLY remercie également Sébastien MALICET, Claire PONSEEL et Henri WATTIEZ pour leur action à l'élaboration de ce plan et du budget ci-après.

Monsieur CALLAIS précise qu'une délibération sera présentée avant la fin de l'année qui réactualisera les engagements COP 21 avec les nouveaux engagements.

Aucune remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

## **TERRITOIRE CLIMAT-AIR-ENERGIE - BUDGET - CM/22/106**

Monsieur CRAMILLY lit le projet de délibération.

Monsieur CRAMILLY indique qu'à l'issue de ces 4 ans, un certain nombre d'actions seront mises en place de façon à s'approcher des 50% de la 3ème étoile.

Cette période de 4 ans permettra de mettre en place un budget « vert ».

Les dépenses seront réparties de la façon suivante :

#### PERIODE 2023-2026

Thématiques	Investissement total sur 4 ans	Fonctionnement annuel*
Biodiversité	750 000 €	60 000 €
Diminution GES mobilité	50 000 €	20 000 €
Maitrise de l'énergie	200 000 €	12 000 €
Rénovation énergétique des bâtiments	1 000 000 €	30 000 €
Energies renouvelables	200 000 €	15 000 €
Gestion des déchets		12 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 200 000 €</b>	<b>149 000 €</b>

Madame LEFEBVRE demande à quoi correspondent les 750 000,00 € de biodiversité.

Monsieur CRAMILLY précise qu'il s'agit de la renaturation des parcs comme l'espace Flaubert.

Monsieur CALLAIS indique que le montant global du fonctionnement sur 4 ans est de l'ordre de 596 000.00 €. Les services ont fait un travail de précision pour adapter au mieux ce budget. Tous les ans, les élus seront audités sur l'évolution des projets.

Aucune autre remarque n'est formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

---

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h35.

---

#### INFORMATIONS

1/ Les professionnels de la santé de la maison médicale ont déposé un projet de santé auprès de l'ARS et des services de l'Etat qui a été pré-validé. Monsieur CALLAIS remercie Virginie GUILBERT qui a mis en page le document qui a été présenté à l'ARS et les services de l'Etat. Le contenu amène à un projet de santé qui sera validé dans quelques semaines et cela change les possibilités d'attractivité des professionnels de santé.

La municipalité a démarré la démarche pour une maison de santé sur le territoire en 2015/2016 et aujourd'hui, elle peut être fière de ce qui a été accompli avec Monsieur SAUPIN, la SEMVIT et les professionnels de santé ce qui a permis de conserver un accompagnement de santé sur le territoire. Au vu des difficultés que rencontrent toutes les communes, c'est une belle victoire.

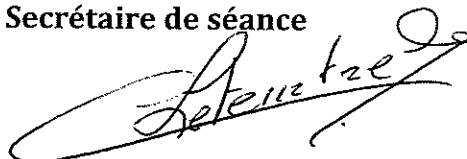
2/ Monsieur CALLAIS ajoute que la Préfecture l'a appelé à témoigner jeudi 7 juillet après-midi à un comité de coordination de l'ANCT sur les Petites Villes de Demain afin de présenter les projets.

Il s'agit d'une reconnaissance d'un travail effectué sur le territoire qui a été collectif avec les élus, les services et la direction, en adéquation avec le dispositif Petites Villes de Demain.

Monsieur CALLAIS souhaite un bel été aux membres du conseil municipal et rappelle les animations de quartier qui ont lieu tous les vendredis après-midi et les festivités des 13 et 14 juillet.

Fait au Trait le 07 juillet 2022

**Christian LETEURTRE,**  
**Secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Leteurtre', written over the printed name and title.